

# « C'est le retour de l'esclavage »

Les accès de l'usine ArcelorMittal de Gandrange étaient bloqués, hier matin, par un nouveau piquet de grève. Les salariés sont à bout.

Par moyen de passer les grilles de l'aciérie de Gandrange. Hier matin, tous les portails étaient gardés par des petits groupes d'employés très en colère. Une colère noire comme la fumée qui s'élevait des carcasses de voitures qu'ils avaient incendiées derrière le portail est.

C'est une note de service portant sur le régime de travail qui a déclenché ce nouveau mouvement de grève. A un an de la fermeture du site et après une première réduction des effectifs, la direction leur demande de travailler 40, voire 48 heures par semaine, sans compensation financière. Des conditions d'autant plus inacceptables pour les 595 employés en sursis que les négociations sur les mesures du plan social n'ont toujours pas abouti.

## Véritable insulte

« On demande aux gars de passer de 33 heures hebdomadaires à 40 ou 48 selon les semaines, explique Bernard, repré-



Photo Kurim SAKI

sentant CGT. Ils devront multiplier les collés au plomb, une opération très dangereuse qui né-

cessite une grande concentration. Avec la fatigue accumulée et les soucis qu'ils ont en tête, on

va droit à l'accident ! Il y a quelques semaines, une poche d'acier s'est décrochée de la chaîne. Il y a eu 7 blessés légers, mais cela aurait pu être dramatique. C'est un accident rarissime dans notre métier qui prouve que les gens ne peuvent pas travailler dans de bonnes conditions de sécurité s'ils se demandent constamment ce qu'ils vont devenir. Alors leur demander de travailler encore plus pour être mis à la rue dans un an, c'est une véritable insulte ! ». « C'est le retour à l'esclavage », renchérit un des ouvriers.

Hier, le tribunal de Metz de-

vait justement rendre son verdict sur l'action menée par la CGT demandant le retrait du plan social d'ArcelorMittal pour vice de procédure (lire par ailleurs). « Les décisions de justice, on n'y croit pas vraiment, reprend Bernard. On ne peut pas tout laisser reposer sur la décision d'un juge qui ne sait pas comment fonctionne une usine. Le seul moyen d'obtenir quelque chose, c'est le rapport de force. C'est pour ça que nous sommes là. Et nous y resterons tant que nous n'aurons pas obtenu satisfaction ! ».

Hier matin, les salariés de Gandrange ont bloqué les accès du site et brûlé des carcasses de voitures pour exprimer leur mécontentement.

## La CGT déboutée en appel

La cour d'appel de Metz a estimé, hier, que la consultation du personnel sur la fermeture partielle de l'usine d'ArcelorMittal à Gandrange avait été régulière, déboutant en deuxième instance la CGT, a indiqué l'un des avocats du syndicat, Me Ralph Blindauer. Saisie en référé, la cour d'appel a considéré que la direction du groupe avait respecté « toutes les modalités de la procé-

sure » d'information des personnels comme l'y avait invité l'avocat général, Michel Levy, à l'audience du 29 avril. La CGT avait demandé à la cour de suspendre le processus de consultation du comité d'entreprise sur le plan de réorganisation de Gandrange au motif que le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de l'entreprise n'avait pas été consulté.

## Lakshmi Mittal seul maître à bord

Lakshmi Mittal va officiellement remplacer le « chairman » du conseil d'administration du géant de l'acier ArcelorMittal, le Luxembourgeois Joseph Kinsch, finissant de s'imposer à la tête du groupe, deux ans après la fusion d'Arcelor et de Mittal Steel. L'assemblée générale des actionnaires du groupe ArcelorMittal, qui s'est déroulée hier à Luxembourg, a confirmé cette prise de pouvoir.

De fait, en 2006, il avait été décidé un partage des rôles entre anciens d'Arcelor et de Mittal Steel. Une répartition

des tâches était intervenue entre un président et un chairman du conseil d'administration. Lakshmi Mittal était déjà président, il cumule désormais cette fonction avec celle de chairman et abolit cette répartition. La fin du mandat de Joseph Kinsch avait été annoncée en décembre. Les résolutions de l'assemblée générale ont été adoptées quasiment à l'unanimité des actionnaires. Toutefois, parmi les petits actionnaires, un fonds hollandais s'est élevé contre la trop forte concentration des pouvoirs entre les mains de Lakshmi

Mittal. Enfin, en réponse à la question sur Gandrange, Gonzalo Urquijo, numéro 3 du groupe, a confirmé le plan de la direction d'ArcelorMittal avec la fin de l'aciérie et du train à billettes et le maintien du LCB, laminoir à couronnes et à barre, avec 575 suppressions d'emplois à la clé et le reclassement de la majorité des salariés dans d'autres unités du groupe.

B. K.

S. P.